

Revendications du CJC pour les élections européennes de 2019

1. Environnement

1.1. La vision du CJC

L'avenir de nos sols, de notre alimentation et plus globalement de notre environnement est une question qui touche aussi et surtout les jeunes !

En renouvelant pour cinq ans l'usage du glyphosate en novembre 2017, la Commission européenne n'a pas tenu compte du principe de précaution qui implique qu'un produit ne peut être autorisé s'il pourrait avoir des effets néfastes sur la santé et l'environnement.

Il n'a également pas respecté le principe de démocratie inclusive en ignorant l'appel de plus de deux millions de citoyens européens réclamant l'interdiction du glyphosate.

1.2. La revendication

« Le CJC demande à l'Union européenne l'annulation du renouvellement d'usage du glyphosate et le droit à une alimentation durable, saine et éthique »

1.3. Argumentaire

L'air que l'on respire, les paysages devant lesquels on s'émerveille, la nourriture que l'on ingère, les matières que nous touchons, il n'y a rien dans notre quotidien qui ne soit pas directement lié à la question de l'environnement. Les jeunes l'ont bien compris. Dans le cadre de l'enquête « Génération quoi »¹, 38% des 555.985 répondants, à travers toutes l'Europe, ont estimé que l'environnement était une thématique préoccupante de premier plan. En Belgique, en décembre dernier, le Conseil de la Jeunesse a lancé un sondage dans le cadre de la construction de la stratégie jeunesse. A la question « quel point est-il important que l'Union européenne traite des thématiques suivantes ? », plus de 70% des jeunes ont répondu « l'environnement ».

Le Glyphosate : des enjeux économiques énormes !

Le glyphosate a été breveté par Monsanto dans les années 1970. Il a d'abord été commercialisé sous le seul Roundup de Monsanto jusque dans les années 2000. Tombé alors dans le domaine public, le glyphosate est aujourd'hui l'herbicide le plus vendu au monde. Il est présent dans la composition de 780 produits vendus par plus de 90 sociétés dans le monde. S'il est principalement utilisé en agriculture, il est également vendu aux jardiniers amateurs.

Un herbicide puissant et controversé

En mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a classé le glyphosate comme « cancérogène probable sur l'homme ». Depuis, les ONG n'ont cessé d'appeler à l'interdiction de la commercialisation des herbicides au nom du principe de précaution. Huit mois après la décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) n'a

¹ Source : <http://generation-quoi.rtf.be/portrait/data/all>

cependant pas conclu à la nocivité du glyphosate et plus récemment, les experts de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ont affirmé que la substance ne devait pas être classée comme cancérigène. Ce sont les conclusions de cette étude qui ont guidé la Commission européenne pour la reconduction de l'autorisation du glyphosate au sein de l'Union. Des ONG de défense de l'environnement remettent en cause l'impartialité des scientifiques et les accusent d'avoir écarté les études négatives.

Notre santé n'est pas à vendre

L'Europe doit faire passer la santé de sa population en priorité et encourager au maximum le « goodfood ». En plus de supprimer la présence de glyphosate, il convient de légiférer afin de limiter l'impact de notre alimentation sur l'environnement : le nombre de kilomètres parcourus par les aliments, la quantité d'emballages, le degré de transformation, le gaspillage alimentaire, etc.

Tous ces changements réclamés par la population se heurtent à des lobbys européens très puissants. Pas moins de 73 personnes au sein de l'Union européenne travaillent à temps plein pour protéger les intérêts financiers de l'industrie agro-alimentaire.

Pour éviter que ces derniers n'aient trop de pouvoir, l'implication des jeunes dans le processus décisionnel est primordiale, par exemple via le Forum européen de la Jeunesse ou les conseils de jeunesse nationaux. Ces derniers peuvent donner leur avis sur des questions qui concernent directement la jeunesse. Nous considérons que l'avenir de notre terre, de nos aliments et de notre santé concerne directement la jeunesse. Pourquoi ne pas dès lors leur donner plus de poids dans le processus décisionnel ?

Conclusion : Europe, à toi de jouer !

Après la Belgique et la France qui ont commencé à légiférer contre le Glyphosate, l'Europe, dans le cadre de ses compétences partagées sur l'environnement et la protection des consommateurs, se doit de réagir.

Mais pour que la transition s'opère au mieux, il convient de mettre en place :

- un travail de sensibilisation auprès des consommateurs, en particulier les jeunes ;
- des alternatives viables pour les agriculteurs ;
- une politique européenne générale de transparence et d'inclusion à l'égard des 511 millions de consommateurs que représente l'Union européenne, et en particulier les jeunes ;
- plus de voix pour la jeunesse (via le Forum européen de Jeunesse, les conseils de jeunesse nationaux, la société civile, etc.).

1.4. Outils pour se réfléchir, positionner et agir

L'alimentation et les jeunes en Belgique :

- <http://www.coordination-crh.be/eduquer-developpement-durable/>
- http://www.projeunes.be/pjs_PDF/RJ_archives/resolument_jeunes_24_web.pdf

Les bonnes initiatives

- <http://www.environnement.brussels/thematiques/consommation-durable/organisation-devenements-durables/mouvements-de-jeunesse-un-camp>
- http://document.environnement.brussels/opac_css/electfile/IF_Alimentation_SCOUTS_FR.PDF?langtype=2060
- <http://www.conseildelajeunesse.be/la-planete-dans-lassiette/>
- http://www.asblrcr.be/sites/default/files/MANUEL_RCR_Initiatives_ContextesDivers.pdf

Le Glyphosate

- <https://www.matele.be/glyphosate-la-belgique-pourrait-saisir-la-cour-de-justice>
- <http://www.levif.be/actualite/international/l-ue-renouvelle-le-glyphosate-pour-5-ans-colere-des-ong/article-normal-761993.html>